

## Fiche élève

NOM

Prénom

Classe

### Activité proposée : Synthèse de documents

- Recherchez les raisons pour lesquelles Aventis s'est installée à Strasbourg ? Quels étaient les atouts de Strasbourg ? (*textes 1 et 2*)
- Quels sont les avantages fournis à Aventis par les collectivités locales ? (*textes 1 et 2*)
- Montrer à l'aide d'un schéma les multiples partenaires de l'association Alsace BioValley.

#### Texte 1 - Strasbourg salue le mariage de Rhône-Poulenc et Hoechst

*Rhône-Poulenc et Hoechst livrent aujourd'hui à Strasbourg le détail de leur projet de fusion dans les sciences de la vie sous la raison sociale Aventis. De façon inattendue, le siège de la nouvelle entité sera localisé à Strasbourg (DNA du 28 novembre).*

« C'est fantastique, c'est extraordinaire ! Ce sera un très grand stimulant pour les chercheurs... » Laissant aux dirigeants de Hoechst et de Rhône-Poulenc le soin de détailler et de commenter leur projet de fusion dans les sciences de la vie, le professeur strasbourgeois Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie, exprimait hier un évident enthousiasme.

Président du conseil scientifique de Rhône-Poulenc (où il a succédé au chimiste strasbourgeois Guy Ourisson) et conseiller de Hoechst, le professeur Lehn est certainement l'un de ceux qui connaît le mieux les entités appelées à fusionner. « C'est assez inattendu, dans un sens, mais c'est une chance pour Strasbourg qui est un centre de recherche très important en biologie et en chimie. Pour nous, obtenir la présence d'un siège social de ce genre, c'est un signal très important. Étant moi-même un fervent Européen, j'attendais depuis très longtemps de voir s'unir deux groupes français et allemand de cette qualité. On parle beaucoup, aujourd'hui, des sciences de la vie. Mais un médicament, c'est d'abord un produit chimique, ne l'oublions pas !... », indique le patron du laboratoire de chimie supramoléculaire de l'université Louis-Pasteur. Pour bien connaître les équipes en présence de part et d'autres, M. Lehn juge qu'il s'agit d'une fusion « très synergique, le rapprochement de deux cultures d'entreprise dans le même espace linguistique et culturel ».

#### Les emplois du XXI<sup>e</sup> siècle

Pour le professeur Pierre Chambon, responsable de l'Institut de biologie moléculaire cellulaire à Illkirch-Graffenstaden, également membre du conseil scientifique de Hoechst, la localisation du futur groupe à Strasbourg ne change pas grand-chose dans les contacts puisque les scientifiques, dans leurs disciplines respectives, savent se retrouver : « Pour la ville, en revanche, c'est très bien. C'est un grand pas en avant dans la confirmation de son rôle international ». Quant à la fusion proprement dite, le professeur Chambon dit n'être « pas surpris. Ces groupes sont en pleine réorganisation de la recherche et développement, ce sera un vrai défi de réussir cette fusion. Rhône-Poulenc et Hoechst sont des groupes qui ont gardé une part importante de leur recherche en Europe et ils vont la développer. Si l'Europe ne réagit pas fortement, l'industrie pharmaceutique du XXI<sup>e</sup> siècle sera américaine... On ne peut donc que se féliciter de leur rapprochement. Cela donnera à terme du travail à des jeunes chercheurs en Europe ».

Autre point de vue, celui de Gérard Christmann, directeur de l'établissement Lilly France à Fegersheim, industriel qui a beaucoup développé la coopération scientifique avec la recherche strasbourgeoise : « C'est tout-à-fait intéressant pour la région et son pôle pharmaceutique. Cela renforcera aussi le concept de Biovalley et le projet de Bioscope. C'est extrêmement inattendu mais excellent pour la notoriété de Strasbourg ». Sur le plan institutionnel, les atouts strasbourgeois sont connus, notamment la présence de la Pharmacopée européenne, dépendant du Conseil de l'Europe, et du secrétariat du programme de financement de la recherche Frontière Humaine, largement soutenu par le Japon.

### **La balle saisie au bond**

Même si les collectivités n'ont pas été mises dans le secret, la balle sera saisie au bond : « Une telle annonce traduit un changement de dimension de la ville, et ceci quel que soit le nombre d'emplois qui seront installés à Strasbourg. Même s'il s'agit d'un état-major réduit, c'est une excellente nouvelle. Nous sommes prêts à fournir rapidement les locaux ou le site d'implantation souhaité en délivrant un permis de construire avant la mi 99 », dit-on dans l'entourage du maire Roland Ries, qui devait bénéficier d'un contact direct avec les protagonistes de la fusion.

Le projet qui sera présenté au cours d'une conférence de presse aujourd'hui à Strasbourg, après d'ultimes réunions des conseils d'administration et de surveillance hier soir, fera du nouvel ensemble le numéro 1 mondial du médicament à égalité avec le suisse Novartis, issu lui-même de la fusion de Ciba et Sandoz en 1996. D'après les informations qui ont filtré hier, une nouvelle société commune à parité, à conseil de surveillance de droit français, serait créée sous le nom d'Aventis. Deux entités seront constituées, l'une à Francfort pour la pharmacie, l'autre à Lyon pour l'agrochimie. Dans la seule pharmacie, le nouveau groupe devrait disposer d'un budget de recherche de 14 milliards de francs, le plaçant en tête de ses concurrents. Comme ils ont commencé à le faire, les deux groupes devraient en revanche se désengager de la chimie dont les actifs sont réorganisés en sociétés indépendantes, dont Rhodia en ce qui concerne Rhône-Poulenc.

### **Syndicats : accueil frais**

Salué par les agences de notation financière, le projet est mal accueilli par les syndicats qui craignent pour l'emploi. La CGT a annoncé qu'elle ferait « tout pour lui faire échec », estimant que l'opération est « une mainmise de Hoechst sur la pharmacie et l'agrochimie de Rhône-Poulenc, une OPA déguisée ». En Allemagne, le syndicat de la chimie, de l'énergie et de l'industrie redoute que la fusion ne provoque des réductions massives d'emplois. Il est vrai que l'exemple de Novartis peut justifier bien des craintes.

Antoine Latham

© Dernières Nouvelles d'Alsace, mardi 1<sup>er</sup> décembre 1998.

### **Texte 2 - Aventis va créer 250 emplois à Strasbourg**

*Aventis, issue de Rhône-Poulenc et Hoechst, aura son siège à Strasbourg. Les deux partenaires se concentreront sur la santé humaine, végétale et animale, cédant leur chimie dans les trois ans.*

Les dirigeants de Rhône-Poulenc et de Hoechst, au premier rang desquels Jean-René Fourtou et Jürgen Dormann, se sont refusés à chiffrer les conséquences en termes de réduction d'emplois de la fusion qu'ils préparent (DNA du 28 novembre et du 1<sup>er</sup> décembre). Hier à Strasbourg, au cours de la conférence de presse annonçant la création d'Aventis, ils ont indiqué que l'opération entraînera des économies annuelles de 1,2 milliard de dollars pour un coût de restructuration de 2 milliards de dollars (un dollar vaut environ 5,70 francs). Ils ont confirmé leur intention de céder leurs actifs dans la chimie (présents en Alsace à travers Rhodia Alsachimie à Chalampé, Clariant à Huningue ou ICMD à Mulhouse).

De quoi, évidemment alimenter l'inquiétude des salariés de part et d'autre. Angoisse incarnée hier par la présence timide d'une délégation du « collectif des chômeurs et des précaires de Strasbourg » aux portes de la salle où se traçait, à coup de milliards, l'avenir d'Aventis. Sous réserve des autorisations nécessaires, M. Fourtou se dit très confiant : « La totalité des points délicats, d'ordre financier, juridique, de gouvernement d'entreprise ou de management ont été traités, et cela dans un esprit de considération mutuelle ». Le patron de Rhône-Poulenc a indiqué également qu'il « veillera personnellement à ce qu'une éthique rigoureuse, la concertation et la transparence » président aux restructurations à venir.

Hoechst et Rhône-Poulenc ont confirmé l'implantation du siège de la société commune Aventis à Strasbourg. Selon Jean-René Fourtou, il comptera 250 personnes dans les directions administrative et financière, des ressources humaines et de la communication. Le maire Roland Ries voit dans ce choix « la confirmation que Strasbourg représente un pôle de recherche de premier ordre dans la vallée du Rhin supérieur ». La communauté urbaine compte proposer les sites d'Illkirch-Graffenstaden et de la Place de l'Etoile.

### **L'Alsace, entre Francfort et Lyon**

« Nous n'avons pas choisi Strasbourg parce que le professeur Jean-Marie Lehn, que je salue parmi nous, y travaille !, a plaisanté Jürgen Dormann. Mais c'est un lieu qui représente quelque chose de fort dans l'histoire franco-allemande, une ville qui se prête de manière excellente à la constitution d'une nouvelle société ». L'arrivée inattendue d'un siège de cette importance est à bien des égards une aubaine pour la ville qui, depuis des années, met en valeur son environnement institutionnel et ses compétences scientifiques. L'association de développement du Bas-Rhin (ADIRA), qui avait fait parvenir un argumentaire aux intéressés, juge « exceptionnelle » cette implantation. Les Strasbourgeois devront garder à l'esprit que les deux pôles opérationnels d'Aventis seront Francfort (pour le médicament) et Lyon (pour l'agrochimie et la santé animale).

### **Dirigeants croisés**

Hier, les dirigeants ont esquissé l'économie d'Aventis qui comptera 95 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars (1997). Le pôle médicament représente 72% des ventes avec un budget de recherche de 2,4 milliards de dollars, record mondial. Aventis disposera d'emblée d'un portefeuille de 62 médicaments en cours de mise au point, avec 30 lancements commerciaux d'ici 2002. Dans la santé animale et végétale (28%) Aventis annonce un budget de recherche de 0,46 milliard de dollars. L'alliance se hisse au 1er rang mondial, à égalité avec Merck, dans la pharmacie et également au 1er rang dans l'agro.

Les deux dirigeants ont présenté un schéma complexe permettant de croiser à parité administrateurs et membres du directoire dans Aventis (dont le conseil de surveillance sera présidé par Marc Viénot) et dans les deux maisons-mères qui subsisteront jusqu'à leur fusion complète dans une deuxième phase. « Conformément à notre engagement d'opérer une fusion complète dans trois ans au plus tard, a souligné M. Fourtou, les organismes de gouvernement d'entreprise de Hoechst et de Rhône-Poulenc seront, dès la première étape, composée des mêmes personnes ».

Antoine Latham

### **Texte 3 - Dossier : Les biotechnologies émergent**

*Les biotechnologies et les activités relevant du secteur de la santé, avec les services associés, prennent une place grandissante en Alsace.*

« Le siège d'Aventis en Alsace ?... Il est certain que cela donne à notre région une visibilité qu'elle n'avait pas dans ce secteur. Je reviens des Etats-Unis où tout le monde connaît Aventis ! » La réflexion est de Monique Jung, en charge des entreprises de haute technologie et de la recherche à l'Adira, l'association de développement du Bas-Rhin. Elle illustre assez bien l'accélération qui est en train de se produire. Il y a un an, nul ne pouvait prévoir que le leader mondial des sciences de la vie, formé par la réunion des secteurs pharmaceutique et agronomique de Hoechst et Rhône-Poulenc élirait la région de Strasbourg pour y installer son état-major. Aujourd'hui, c'est chose faite. Aventis, dont la création était annoncée le 1er décembre 1998 à Strasbourg, existera officiellement à la mi-décembre et pourra occuper ses nouveaux locaux à Schiltigheim.

#### **De Bâle à Schiltigheim**

L'Alsace, et plus globalement le Rhin supérieur, se retrouve ainsi avec l'atout extraordinaire de bénéficier à quelques dizaines de kilomètres de distances des sièges des deux principaux opérateurs mondiaux dans le domaine des sciences de la vie que sont le bâlois Novartis et le couple franco-allemand Aventis. C'est dire que se concrétise de façon très spectaculaire la vision prospective de Georg Endress, à l'origine il y a trois ans de la création de l'association franco-germano-suisse BioValley. Conçu à l'image de la fameuse Silicon Valley californienne, le réseau BioValley compte aujourd'hui quelque 400 partenaires : entreprises, centres de recherches, organismes transfrontaliers de développement économique, sociétés de financement. « Il y a trois ans, la fusion de Sandoz et de Ciba pour former Novartis mettait 3 000 personnes sur le marché, tandis que le rachat de Boehringer Mannheim par Roche entraînait un effet analogue. Il fallait réagir et faire travailler les gens en réseau dans les trois pays », rappelait Sylvie Schott, secrétaire générale de l'association Alsace BioValley lundi dernier au cours d'une réunion organisée par France Biotech.

#### **Prendre le temps de débattre**

Il est impossible de résumer l'activité de BioValley, productrice d'un agenda de manifestations extraordinairement dense, qui dépasse largement le cadre local. Le site Internet de l'association, pour ne donner qu'un exemple, dénombre 30 000 consultations par mois dont un tiers proviennent des Etats-Unis, pays le plus en pointe pour les biotechnologies. BioValley, c'est aujourd'hui à la fois un réseau, un fonds d'expertise, un outil de promotion, un centre de formation, un appui à la veille technologique pour les PME. Mais c'est aussi un lieu de débats, ce qui n'est pas la moindre qualité sur un terrain plutôt glissant voire miné : « Nous avons pris en compte la nécessité d'une grande transparence pour prévenir les risques d'une crise dans l'opinion. Nous n'avons pas de partis pris, mais nous n'hésitons pas à organiser des débats contradictoires. Nous prévoyons, par exemple, d'organiser en l'an 2000 une grande conférence à Strasbourg sur les organismes génétiquement modifiés », explique Sylvie Schott. La mise en oeuvre du projet du Bioscope, parc d'attraction consacré au vivant, devra également prendre en considération cet impératif de transparence. En réalité, l'émergence de ces sujets n'ont rien à voir avec la mode ou l'impact dans l'opinion de tel ou tel incident : « La prochaine révolution industrielle issue des sciences du vivant dépassera dans son ampleur celle que nous connaissons au quotidien avec les technologies de l'information », assure Pascal Brandys, président de France Biotech. « L'industrie des biotechnologies est une chance pour la France. C'est un des rares nouveaux domaines industriels où elle dispose d'atouts décisifs : une recherche publique de très haut niveau, de bons systèmes de financement, plusieurs sociétés leaders mondiaux ou européens, une politique nationale en faveur de l'innovation et de la création d'entreprise ».

### **Les nouvelles locomotives d'Illkirch**

Dans le fameux « triangle d'or de la recherche du Rhin supérieur », expression de René Urich qui n'a rien perdu de sa pertinence, l'Alsace dispose de pas mal d'atouts. Dans le domaine des sciences de la vie, la recherche est essentiellement basée à Strasbourg avec plusieurs centaines de chercheurs. Une des locomotives du dispositif est l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire que dirige le professeur Pierre Chambon à Illkirch-Graffenstaden. C'est dans cette équipe que va s'ancrer l'un des « génopôles » dont Claude Allègre vient d'annoncer la mise en place. A quelques mètres de ces laboratoires de 16 000 m<sup>2</sup>, on trouve le site de production d'une des entreprises doyennes des biotechnologies en France, la société Transgène. Et c'est encore à proximité immédiate que se met en place le « bio-incubateur » dans des locaux disponibles de l'Ecole supérieure de biotechnologie (ESBS), établissement trilingue comptant 120 élèves ingénieurs. Dans la perspective d'une meilleure valorisation de la recherche, l'incubateur représente un outil nouveau : « Il s'agit de favoriser la création d'entreprises dans le domaine des biotechnologies. Le problème de ces sociétés, c'est que les besoins en dépense de recherche et développement sont importants et que le retour sur investissement est relativement long », explique Franck Pattus, en charge du bio-incubateur à l'ESBS.

### **Insectes au secours des hommes**

Le principe est de soutenir les entreprises sans se substituer au créateur : « Dans bien des cas, les porteurs de projet ne sont pas des managers : nous voulons les aider à formaliser leur projet, mûrir l'idée, trouver le financement et former le binôme chercheur-gestionnaire. Dans une deuxième étape, nous fournissons des locaux et des appareillages, ce qui permet à l'entreprise en création de retarder certains investissements. Il n'est pas question d'assistantat, il faut que les créateurs connaissent les véritables coûts », complète Franck Pattus. L'incubateur bénéficie d'un soutien public du conseil régional, de la communauté urbaine de Strasbourg et du conseil général pour 5 millions de francs. Le ministère de la Recherche affectera 5 millions de francs supplémentaires sur trois ans en fonction des projets présentés. La première société à bénéficier du dispositif est EntoMed, dont la direction scientifique est assurée par Jean-Luc Dimarçq, un chercheur détaché de l'équipe de Jules Hoffmann au CNRS. L'objectif d'EntoMed est de mettre sur le marché une nouvelle classe d'anti-fongiques et d'anti-microbiens issus de substances naturelles produites par certains insectes pour leur propre protection. EntoMed estime que ces molécules sont une réponse efficace à des infections résistant aux antibiotiques actuels, en particulier celles qui sont générées par les activités hospitalières (infections nosocomiales). Ces infections tueraient 50 000 malades par an aux Etats-Unis... On comprend les espoirs placés dans le développement d'EntoMed qui a réussi à réunir 20 millions de francs de capitaux et comptera une quinzaine de salariés à la fin de l'année.

### **Un besoin de nouvelles ressources**

D'autres sociétés devraient suivre cette voie, les chercheurs étant désormais encouragés à créer leur propre affaire par un aménagement législatif de leur statut (DNA du 24 septembre) : « Nous avons déjà quatre candidatures sans aucune publicité. Le bio-incubateur a pour objectif d'être financièrement auto-suffisant à terme. Mais nous espérons aussi le soutien de groupes comme Aventis », explique Franck Pattus. Il est vrai que la notion de réseau dans un cadre territorial donné, si séduisante, ne va pas de soi. Ainsi Transgène, qui aura vingt ans à la fin de l'année, a trouvé un terreau favorable à Strasbourg pour les compétences scientifiques mais a dû chercher les financements dans un cercle bien plus large : « La collaboration avec l'université Louis-Pasteur facilite les recrutements. Mais les groupes ne voient pas toujours l'intérêt de travailler en réseau », reconnaît Jean-François Carmier, directeur du développement pharmaceutique chez Transgène. Le talon d'Achille des biotechnologies en France viendrait surtout de la faiblesse du tissu industriel. Selon Pascal Brandys, de France Biotech : « 65% de nos entreprises ont un capital inférieur à 5 millions de francs, 70% ont moins de 20 salariés. Nos entreprises ont un besoin pressant d'accéder à de nouvelles ressources humaines, technologiques, managériales et financières pour se développer ». Un défi que BioValley devra contribuer à relever.

Antoine Latham